2011-12

# LES NEGOCIATIONS CLIMATIQUES INTERNATIONALES

## *À L'AUNE DE LA CONFÉRENCE DE DURBAN*

L'ampleur et la rapidité du réchauffement climatique sont aujourd'hui sans équivoque. Face à ce constat, il y a urgence à agir car le changement climatique montre ses effets et va se poursuivre en affectant, en premier lieu, les populations les plus vulnérables.

*« Si l'on veut une politique environnementale ambitieuse, elle doit être fortement liée à une politique de développement et à la garantie d'une transition juste en termes d'emplois et de politique industrielle »*

***Judith KIRTON-DARLING,***
*Secrétaire confédérale de Confédération européenne des syndicats (CES) en charge du développement durable, auditionnée par la section des affaires européennes et internationales du CESE*

Pour limiter à 2°
la hausse des températures,
les pays développés devraient
réduire de 25 à 40%
leurs émissions de GES
d'ici à 2020,
et de 80 à 95% d'ici à 2050

*Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)*

Après la forte mobilisation du Sommet de Copenhague et l'impossibilité de trouver un accord global, une grande désillusion et un fort sentiment d'enlisement entourent les négociations sur ce sujet. Le décalage entre le défi climatique d'une part, la lenteur et la complexité de ces négociations d'autre part, peut expliquer cette situation. Le CESE a ainsi souhaité, à l'approche de la Conférence de Durban, faire entendre la voix des organisations de la société civile sur des enjeux majeurs pour l'avenir de la planète et de ses habitants.

Pour notre assemblée, le changement climatique doit être envisagé comme une opportunité de repenser nos modèles de développement, surtout en période de crise économique et sociale. Les négociations climatiques internationales sont un moyen essentiel pour y parvenir.

Céline MESQUIDA
Étudiante à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)
Membre du groupe Environnement et nature (désignée par France Nature Environnement )
Membre de la section des Affaires européennes et internationales, de la section de l'Economie et des finances et membre de la Délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques

**Contact section :** aei@lecese.fr - tél. 01 44 43 62 32 - www.lecese.fr
**Contact rapporteur :** Céline Mesquida - 06 35 40 86 01 - celine.mesquida@lecese.fr

République Française
Liberté - Égalité - Fraternité
Conseil économique social et environnemental

# LES PROPOSITIONS DU CESE

Retrouvez l'intégralité de l'avis sur lecese.fr

## Améliorer la gouvernance internationale du climat

1. **Renforcer le processus de négociations au sein de l'ONU**
2. **Donner une nouvelle place aux organisations de la société civile**
   Favoriser le dialogue dans la préparation des négociations et la prise de décisions
   Renforcer la place des organisations de la société civile dans la conduite des négociations internationales
3. **Encourager les dynamiques territoriales**
4. **Resserrer les liens avec les conventions cadre de l'ONU en matière d'environnement et mieux intégrer leurs préconisations, notamment en ce qui concerne les forêts**

## Se fixer un haut niveau d'ambition

1. **Prolonger le Protocole de Kyoto en vue de l'adoption d'un accord global**
2. **Mieux mesurer, rendre compte et vérifier les émissions de gaz à effet de serre et progresser vers un contrôle accru des engagements volontaires des pays émergents**
3. **Transformer l'essai de l'Union européenne**
   Stabiliser au plus tôt les discussions autour des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020
   Mieux convaincre sur la scène internationale grâce à l'obtention de résultats concrets sur le territoire européen

## S'adapter dès à présent aux effets du changement climatique

1. **Prendre pleinement en compte l'agriculture dans les négociations**
2. **Intégrer les impératifs de l'adaptation aux politiques de développement**
3. **Défendre des positions fortes pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts tropicales primaires**

## Financer efficacement et équitablement le défi climatique

1. **Trouver des sources de financements innovants**
2. **Définir un juste équilibre entre financements pour l'adaptation et pour l'atténuation**
3. **Conjuguer aide au développement et défi climatique**
   Ne pas céder à la tentation du recyclage de l'APD existante et garantir l'additionnalité des fonds climat
   Garantir la transparence des fonds climat réellement engagés, assurer un suivi et une évaluation stricte de leur budgétisation

## Aller vers une économie plus sobre en ressources naturelles

1. **Défendre une politique industrielle européenne**
   Soutenir un mécanisme d'allocation gratuite (marché européen du carbone) au profit des industries les plus exposées à la concurrence internationale
   Favoriser des investissements à la hauteur des objectifs de la Stratégie UE 2020
2. **Approfondir le dialogue social, moteur d'une transition juste**
   Appliquer les principes de l'OCDE, les Conventions de l'OIT et envisager la création de nouveaux droits pour les salariés (information, consultation et participation)
   Tenir compte des effets sur l'emploi et valoriser les plans de formation et les nouvelles qualifications
3. **Sortir de la société du gaspillage**
   Mobiliser les citoyens pour des changements de comportement
   Intégrer la dimension environnementale dans la réforme des ficalités française et européenne